

PRÉFET DE L'ISÈRE

**Direction départementale
de la protection des populations**

Grenoble, le

07 AOUT 2019

Service installations classées

Téléphone : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Affaire suivie par : Isabelle DEMOND

Téléphone : 04 56 59 49 85

Mél : isabelle.demond@isere.gouv.fr

Arrêté préfectoral complémentaire

N°DDPP-IC-2019-08-05

Actualisant le tableau des activités de la SAS PURFER pour son établissement implanté sur la commune de Reventin-Vaugris

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, Chapitre unique (Autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et en particulier les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret n°2014-285 en date du 3 mars 2014, entré en vigueur le 1^{er} juin 2015, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et introduisant les rubriques 4xxx ;

VU l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles,

bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la SAS Purfer au sein de son établissement implanté zone industrielle de Vaugris – 116 route du Barrage sur la commune de Reventin-Vaugris (38 121), notamment l'arrêté préfectoral n°80-9492 du 29 octobre 1980 autorisant Monsieur Antonin DEVUN à exploiter un établissement de stockage et triage de métaux ferreux et non ferreux à Reventin-VAUGRIS, l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012193-0022 du 11 juillet 2012, le « donner acte » de changement d'exploitant du 18 janvier 2008 attestant que la SAS PURFER s'est substituée à Monsieur Antonin DEVUN dans l'exploitation de l'établissement sus-mentionné et l'arrêté préfectoral complémentaire portant renouvellement d'agrément pour une installation de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage n°2014021-0024 du 21 janvier 2014 ;

VU le courrier en date du 31 mai 2016 complété par courriel du 14 mars 2019, par lequel la SAS PURFER sollicite le bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 4xxx de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour son établissement implanté à Reventin-Vaugris (38 121) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de l'unité départementale Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL UDI) en date du 14 mars 2019 ;

VU le courrier en date du 5 juillet 2019 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser le tableau des activités de l'établissement de la SAS PURFER implanté à Reventin-Vaugris pour prendre en compte l'évolution réglementaire de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) intervenue depuis l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012193-022 du 11 juillet 2012 ;

CONSIDÉRANT que le site reste soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la mise à jour du classement des activités ne nécessite pas un examen par le CoDERST (Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Le tableau de classement des activités de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012193-022 en date du 11 juillet 2012 réglementant les activités exploitées par la SAS PURFER (siège social : RD 147 – Quartier de la gare – 69 780 Saint-Pierre-de-Chandieu) au sein de son établissement implanté Zone Industrielle de Vaugris – 116 route du barrage – 38 121 Reventin-Vaugris est remplacé par le tableau ci-dessous, étant précisé que la surface totale de ce site est de 8 460 m² :

Rubrique	Classement	Activité	Volume d'activité maximale
2718	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793	18 tonnes
2712	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	625 m ²
2713	E	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719	3 375 m ²

2791	DC	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971	9 t/j
2714	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	120 m³
2710-1	DC	Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	2 tonnes
2710-2	DC	Installations de collecte de déchets non-dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	< 300 m³
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules	12,5 m³
4718	NC	Stockage de propane	0,35 t
4725	NC	Stockage d'oxygène	0,7 t
4734-2	NC	Stockages de carburant	5 t

NC : Non Classé, D : Déclaration, DC : Déclaration avec contrôle périodique, E : Enregistrement, A : Autorisation

ARTICLE 2 – Les conditions d'exploitation du site demeurent fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°80-9492 du 29 octobre 1980.

ARTICLE 3 – Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Reventin-Vaugris et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Reventin-Vaugris pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (<http://www.isere.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 – Voies et délais de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie,
- la publication sur le site internet des services de l'État en Isère.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés aux 1° et 2°.

En application du III de l'article L. 514-6 du code de l'environnement les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou

atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 5 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 6 – Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Vienne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Reventin-Vaugris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS PURFER.

Fait à Grenoble, le **7 AOUT 2019**

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général
Philippe PORTAL